

**Plan de Rattrapage des équipements sportifs Outre mer :
A ce rythme, il nous faudra 80 ans pour rattraper notre retard !
La faute aux JO de Paris ?**



Coupe Davis



JO de Paris

Pour l'année 2017 et le plan Kanner¹ : 36 dossiers ont été retenus pour l'Outre Mer, 4 en Guadeloupe dont 2 créations et 2 réhabilitations pour respectivement 6 423 000 € et 1 180 000 €. Nous sommes donc loin de la somme annoncée par la ministre (13 millions) puisque nous n'en sommes qu'à la moitié et que la campagne est finie.

Pour l'année 2017 et le plan héritage 2024² toutes régions confondues (Hexagone et OM) : 491 dossiers ont été retenus pour toutes les régions et 9 en Guadeloupe dont 8 créations et 1 réaménagement pour de la pratique libre et non encadrée (très peu utilisable pour scolaires, clubs structurés) pour respectivement 10269860 € et 424 000 €.

Même en ajoutant le plan héritage 2024 au plan Kanner, cette année c'est donc au total respectivement pour l'Outre mer et la Guadeloupe seulement 7 715 000 € et 1 604 000 € de subventions accordées.

**Des gouffres financiers ?
Au profit de qui ?** =>

Selon l'oeil du 20h de France 2³: en faveur des instances internationales du sport (UEFA, FIFA, CIO, ...) par un système d'exonération fiscale des revenus digne d'un paradis fiscal du sport !

Lors de sa visite lundi 06 novembre 2017 en Guadeloupe, la ministre Flessel a souhaité répondre⁴ aux interpellations de notre syndicat et de certains élus concernant la diminution des moyens alloués au plan de rattrapage Kanner sur les équipements sportifs. Pour rappel, nous relayons, dans un communiqué de presse précédant⁵, les informations en provenance de certains médias et élus qui s'inquiétaient du vote à l'Assemblée Nationale d'un budget CNDS en baisse de moitié. Ces sources craignaient, par conséquent, que soit très fortement réduite l'enveloppe fléchée sur ce budget par le plan Kanner à destination des Outre Mers et promise par le précédent gouvernement puis confirmée par la ministre Flessel en juin dernier.

Devant l'insistance des médias de notre archipel, ces informations ont été confirmées par la ministre Flessel puisqu'elle a précisé que l'enveloppe initialement prévue et confirmée par elle même en juin dernier serait bien revue à la baisse et de moitié, passant sur 4 ans de 80 millions à 40 millions d'euros pour l'ensemble des Outre Mers. Pourtant notre syndicat et les élus de notre île ne cessaient d'interpeller sur le retard en terme d'équipements et son impact sur le faible taux de licenciés et l'explosion des taux de surpoids et d'obésité. Avec un taux d'équipement en Guadeloupe de 3 pour 1000 habitants, il manque 800 équipements sportifs pour rattraper la moyenne hexagonale de 5 pour 1000 habitants et diversifier l'offre de pratique physique pour la rendre plus attractive pour tous les Guadeloupéens.

Or la ministre a ajouté également qu'un effort avait été fait cette année 2017 en finançant 86 dossiers pour 13 millions d'euros de projet CNDS sur le plan Kanner au lieu des 10 millions initialement prévus. Les chiffres en notre possession ne nous permettent absolument pas de faire les mêmes conclusions que la ministre (données ci dessus). Sur le plan Kanner n'ont été retenus pour cette année 2017 que 6 423 000 € pour les Outre mers (la moitié) et 1 180 000 € pour la Guadeloupe. Si on ajoute les 424 000 € du plan héritage 2024, c'est pour toute la Guadeloupe 10 équipements sportifs qui verront le jour l'année prochaine mais malheureusement 8 d'entre eux, trop réduits ne sont destinés qu'à une nécessaire émergence d'une pratique autonome⁶. Nous manquons une nouvelle fois l'occasion de mutualiser les moyens et l'utilisation avec les scolaires durant la journée. A ce rythme, il nous faudra 80 ans pour rattraper notre retard ! (800 / 10 = 80) Alors est-ce la faute aux JO de Paris ? Pourquoi la Guadeloupe avait-elle ce financement et ne l'a plus ? Une enquête de l'Oeil du 20h de France 2³ parle carrément de paradis fiscal du sport et d'autres de chantage aux territoires et à la France.

Le SNEP-FSU pose à nouveau la question des grands événements sportifs et de leur intérêt pour la Guadeloupe lorsqu'ils ne respectent pas des règles d'éthiques financières et sociales vertueuses et de logique de développement pour leur territoire Hôte. La Guadeloupe semble encore une fois en avoir été victime même à distance !

Le SNEP-FSU appelle les élus et les responsables du sport en Guadeloupe à dénoncer une nouvelle fois cette gabegie financière et à réclamer une réorientation des moyens du sport business vers le sport pour tous, tel que l'état s'y était engagé pour la Guadeloupe. Il appelle aussi toujours à construire des équipements mutualisables (dimension, accès, ...), polyvalents et à proximité des établissements scolaires. Seul moyen de réduire les délais et les coûts tout en soutenant toutes les formes de pratique (EPS, UNSS, fédérales, autonomes, ...).

¹ http://www.cnds.sports.gouv.fr/IMG/pdf/om-corse_2016_2017.pdf

² http://www.cnds.sports.gouv.fr/IMG/pdf/plan_heritage_2024_attributions_2017_.pdf

³ L'oeil du 20h de France 2 du 25 octobre 2017

⁴ Interview ministre Flessel - Journal du soir 06/11/2017 Guadeloupe 1ère - 2'30

⁵ CP SNEP FSU. Plan de Rattrapage des équipements sportifs : Les Guadeloupéens ne croient plus au Père Noël mais souhaiteraient croire en la parole de l'Etat !

⁶ Enquête FIFAS pour ANDES et ministère de la Ville et des Sports - Pratiques sportives et infrastructures sportives de proximité